

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Centre Hospitalier de MURET
116 Avenue PASTEUR
31600 MURET

Prestations

Prestations, travaux et fournitures relatives à la maintenance, l'entretien et l'optimisation des installation de sécurité incendie, moyens de secours incendie et des systèmes d'extinction automatique du Groupement Hospitalier du territoire Haute-Garonne - Tarn Ouest

LOT 6 : Maintenance des systèmes de sécurité incendie CH MURET

Note importante :

Le titulaire s'attachera à lire précisément les prescriptions de chaque lot qui sont spécifiques à chaque établissement partie

SOMMAIRE

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
I-1 PREAMBULE	3
I-2 OBJET DU MARCHÉ	3
I-2.1 Prestations entrant dans le cadre du forfait de maintenance préventive	3
I-2.2 Prestations entrant dans le cadre d'une gestion à bon de commande.....	4
I-3 PRESENTATION GENERALE DU CENTRE HOSPITALIER DE MURET	4
I-3.1 Descriptif du site :	4
I-3.2 Structures extérieures	6
I-4 PERIMETRE DES INSTALLATIONS.....	6
I-5 SUJETION EN MILIEU HOSPITALIER	6
I-5.1 Règles communes.....	6
I-6 OBLIGATION EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE	7
TITRE III. PRESTATION DE MAINTENANCE	8
III-1 DESCRIPTION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE.....	8
III-1.1 Maintenance préventive et fonctionnelle	8
- Définition des niveaux de maintenance	9
- Nature des prestations.....	10
- SUJETION EN MILIEU HOSPITALIER	12
- OBLIGATION EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE	12
- GESTION DU MODE DEGRADE :	12
- Dispositions particulières	12
- Planning prévisionnel annuel.....	14
III-1.2 Astreinte technique	14
III-1.3 Reconditionnement des détecteurs dans la cadre de la maintenance préventive	15
III-1.4 Maintenance corrective.....	16
III-2 OBLIGATION DE MOYENS.....	17
III-3 PIECES DETACHEES ET CONSOMMABLES	17
III-3.1 Consommables	17
III-3.2 Pièces détachées	17
III-3.3 Présentation des devis.....	17
III-4 RAPPORTS DE VERIFICATION – SUIVI DU CONTRAT.....	17
III-4.1 Rapports de vérification / sauvegarde des données	17

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

I-1 PREAMBULE

Le marché a pour objet, la réalisation des prestations de maintenance préventive et corrective des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI, BAES et désenfumage) du Centre Hospitalier de MURET, situé au 116 Avenue Pasteur à MURET, et de l'EHPAD situé au 1 rue Pierre Fos à MURET. Le titulaire devra être en mesure d'assurer une astreinte afin de répondre à titre exceptionnel aux demandes d'urgence.

La liste des équipements, les lieux d'implantations et les caractéristiques techniques des SSI et des matériels associés sont indiqués en annexe 1 du présent CCTP.

I-2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre a pour objet l'ensemble des prestations techniques et des fournitures relatives à la maintenance, l'entretien et l'optimisation des installations, de sécurité incendie **du centre hospitalier de MURET**.

Le présent marché est un marché de « prestations de services »

Pour toutes les prestations concernées par le présent marché, le titulaire est soumis à obligation de résultat

L'opérateur économique devra avoir une parfaite connaissance de la réglementation, des techniques et matériels installés qui constituent le parc à maintenir objet du présent marché. Ce marché devant être exécuté sur un site en activité, particulièrement sensible en raison de ses spécificités architecturales et de la présence d'établissements gériatrique et handicap, l'opérateur économique devra respecter des contraintes spécifiques en matière d'hygiène et de sécurité.

Compte tenu des différentes marques de système de sécurité en place, le titulaire aura à sa charge l'ensemble des démarches administratives nécessaires pour répondre au présent cahier des charges (habilitation, codes d'accès, programmation...).

Ces prestations de maintenance permettront notamment :

- De maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements
- D'assurer la maintenance et le contrôle des équipements
- D'optimiser la durée de vie des équipements
- De bénéficier des conditions de fonctionnement optimales
- D'assurer la sécurité des biens et des personnes
- De maîtriser les coûts

Pour respecter ces objectifs, le titulaire devra :

- Réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent CCTP, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.
- Assurer une transparence totale dans l'exécution du contrat, entre les différents intervenants potentiels et le responsable des services techniques.
- Respecter les arrêtés, décrets et normes en vigueur dont la norme NF 61-933

I-2.1 Prestations entrant dans le cadre du forfait de maintenance préventive

Les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Sera traité forfaitairement dans le cadre de la maintenance préventive, l'ensemble des prestations nommées ci-dessous, comprenant les coûts de déplacements, de main d'œuvre, de fourniture de matériels et/ou de l'outillage nécessaire aux prestations suivantes : la vérification préventive annuelle et semestrielle des SSI conformément à la

norme NF S 61-933, compris les mesures annuelles des débits de désenfumage (Article DF 10) et les mesures d'intensités de chaque extracteur mécanique.

- Un contrôle annuel des dispositifs de communication par fibres optiques.
- Un contrôle de réflectométrie du réseau fibre dédié aux SSI à effectuer sur la durée du marché.
- Le remplacement de toutes les batteries et piles 9 volts sur les Systèmes de Sécurité Incendie et les dispositifs de communications par fibres optiques suivant les prescriptions des constructeurs (SIEMENS, DEF et CHUBB).
- Le remplacement systématique des détecteurs adressables (6 ans) et collectifs (4 ans) suivants les prescriptions des constructeurs.
- Impression papier et archivage numérique des programmations des SSI sur clés USB (ECS et CMSI)
- Modification des libellés des textes de l'ECS durant les visites.
- La mise à jour des logiciels et version de FIREWARE permettant de maintenir la communication des SSI entre eux et/ou leur fonctionnement.
- Une astreinte possible en cas de nécessité, pour assister le technicien d'astreinte du Centre Hospitalier de Muret soit par téléphone soit par du présentiel. La prestation de déplacement sera payée en heure exceptionnelle (18h-8h 7j/7j).

I-2.2 Prestations entrant dans le cadre d'une gestion à bon de commande

La maintenance corrective a pour but de rétablir les fonctions d'un bien après la défaillance de celui-ci ou la dégradation de ses fonctions.

La maintenance corrective comprend :

- La localisation de la défaillance et son diagnostic ;
- La remise en état avec ou sans modifications ;
- Le contrôle de bon fonctionnement.
- L'assistance technique : mise à jour de dossiers d'identité, de paramétrage des systèmes permettant l'intégration des nouveaux équipements liés à des travaux ou renouvellement d'installation, étude et proposition de projet détaillé et estimé financièrement pour les travaux de renouvellement d'installation, opérations d'adaptations simples, fourniture d'équipement

D'une manière générale le titulaire est responsable de l'entretien, du diagnostic précis en cas de panne et de la réparation de ces installations.

Il assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations ainsi que le bon fonctionnement des installations à l'issue de chaque intervention.

Sera traité sous forme de bons de commande, les prestations listées ci-après :

- La main d'œuvre et les fournitures pour les prestations de maintenance correctives : pièces détachées (prix unitaire remis) et main d'œuvre comprise ;
- L'assistance technique : mise à jour de dossier d'identité, registre de sécurité et de paramétrage des systèmes permettant l'intégration des nouveaux équipements liés à des travaux ou renouvellement d'installation, étude et proposition de projet détaillé et estimé financièrement pour les travaux de renouvellement d'installation, opérations d'adaptations simples, fourniture d'équipement
- Toutes les interventions faisant suite à des actes de malveillance ou de dégâts (accident, choc, feu, foudre, eau)

I-3 PRESENTATION GENERALE DU CENTRE HOSPITALIER DE MURET

Le Centre Hospitalier de MURET est un établissement public de santé spécialisé dans la santé de personne en situation de handicap et dans la santé gériatrique.

I-3.1 Descriptif du site :

Le site principal du Centre Hospitalier de Muret regroupe 9 unités dont un EHPAD en centre-ville de Muret :

POLE GERIATRIQUE :

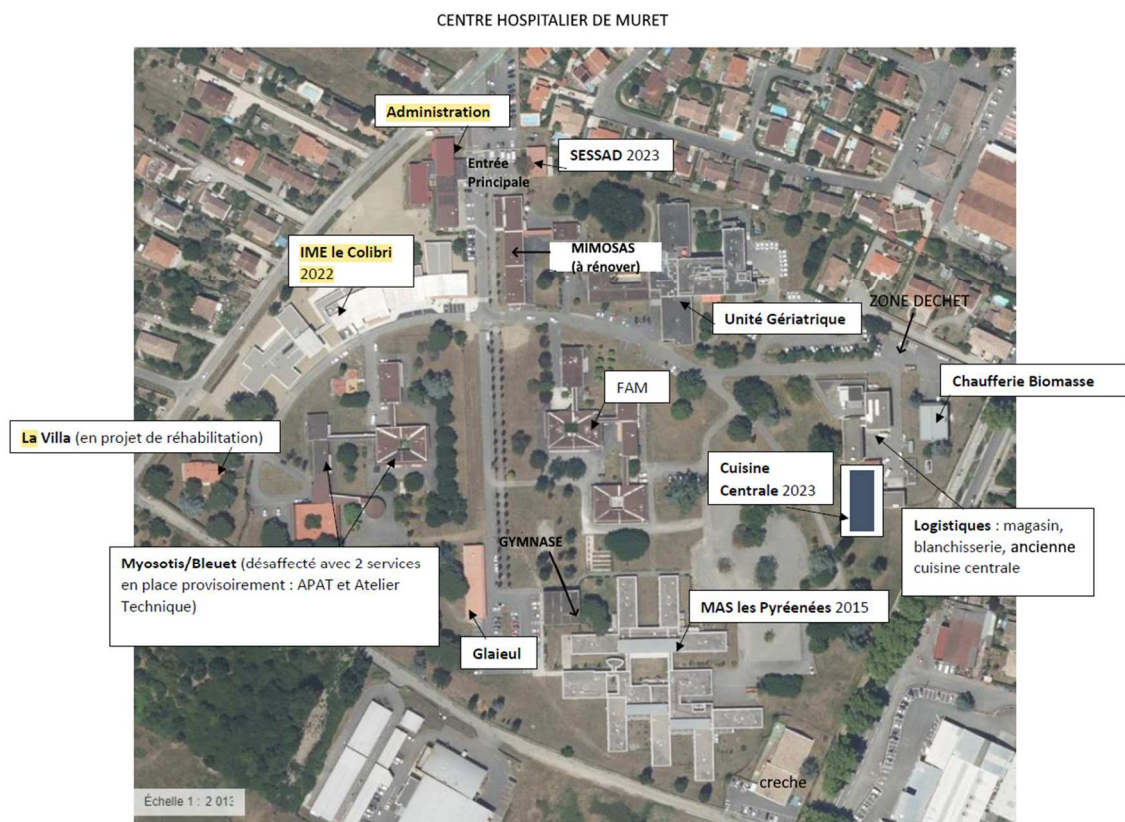
- Unité Gériatrique comprenant un accueil de jour Alzheimer, un USLD, un SRR de 103 lits au total – année 2013
- EHPAD de 82 lits- année 2009 en centre-ville de MURET

POLE HANDICAP :

- IME Le colibri : comprenant un accueil de jour et un internat – année 2022
- Mimosas – année 2015
- Bleuets, Glaïeul
- FAM de 24 places – année 2015
- MAS de 80 places – année 2015

Administratif/Logistiques :

- Bureaux à l'entrée relais des mimosas
- Cuisine Centrale – année 2024



La répartition des équipements est la suivante :

Se référer à l'annexe 1 du présent dossier

Un dossier SSI existe ainsi que des plans.

Le présent titulaire devra le contrôle annuel des BAES sur une durée d'1h de coupure. Le CHM prévoira le remplacement des BAES selon la liste émise à l'issue des contrôles.

BATIMENTS	BAES
UG	152
EHPAD	92
IME le Colibri	50
MAS	99
FAM	20
Mimosas	20
Glaieuls	5
Administration	22
Cuisine centrale	15

I-3.2 Structures extérieures

Le Centre Hospitalier dispose de l'EHPAD au centre-ville de MURET.

I-4 PERIMETRE DES INSTALLATIONS

Les installations et équipement à prendre en compte dans le périmètre du présent CCTP sont celles définies dans l'annexe 1 au présent document.

I-5 SUJETION EN MILIEU HOSPITALIER

I-5.1 Règles communes

Il est rappelé que les prestations se dérouleront en milieu hospitalier, en sites occupés.

Consigne d'intervention :

Le technicien chargé d'intervenir dans le cadre des maintenances ou des dépannages devra se présenter :

- Au secrétariat du service technique situé à l'Administration

Règles générales et communes :

- Il est interdit de fumer dans tous les locaux du Centre Hospitalier.
- Le Code de la route s'applique dans l'enceinte de l'établissement, le stationnement est réglementé et la vitesse de circulation est limitée à 30 Km/h.
- Il est strictement interdit de prendre des photos sans autorisation de la Direction de l'établissement.
- Prise de repas :

Le personnel de l'entreprise pourra accéder dans une salle dédiée au centre hospitalier ,

Accès au sanitaire :

Le personnel de l'entreprise pourra accéder à l'ensemble des WC destinées au public implantés dans les bâtiments et les unités de soins du Centre Hospitalier et de ses structures extérieures.

- Permis de feu :

Toute opération par point chaud devra faire l'objet d'une demande de permis de feu particulière auprès du service sécurité basé à l'accueil.

I-6 OBLIGATION EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire respectera la réglementation en vigueur concernant la récupération, le recyclage ou l'élimination des déchets liés aux prestations de maintenance qui lui sont confiées. Le transport, le stockage, le recyclage ou l'élimination des déchets sont à la charge du titulaire. Ce dernier fournira au CH Muret tous les documents nécessaires justifiant des procédures suivies.

TITRE III. PRESTATION DE MAINTENANCE

III-1 DESCRIPTION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE

III-1.1 Maintenance préventive et fonctionnelle

Les opérations de maintenance préventive, ont pour objet de maintenir l'ensemble des SSI du présent marché, conforme aux textes réglementaires et normes en vigueur afin que ces installations remplissent pleinement leur rôle.

- **Mise à jour version logiciel et programmes informatiques :**

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire du marché devra mettre à jour l'Unité d'Aide à l'Exploitation, mettre à jour et à niveau les versions de logiciel et de Firmware sur l'ensemble des installations et matériels associés. (Installations existantes).

- **Cadre réglementaire :**

La NFS 61 933 sera appliquée. Les gammes de maintenance de chaque constructeur devront être respectées dans le cadre de la maintenance préventive.

- **Nombre de maintenance préventive :**

2 visites par an soit une visite à effectuer chaque semestre (y compris accompagnement lors de la Visite de l'organisme de contrôle)

1 visite par an pour le contrôle des systèmes de désenfumage et des BAES.

- **Organisation :**

La maintenance préventive et les vérifications des installations de sécurité seront effectuées pendant les jours ouvrés entre 8h00 et 16h00.

Le technicien en charge de la maintenance préventive sera accompagné systématiquement par 1 agent du service Technique Incendie du CH de muret selon le type de visite effectuée.

Le planning des visites de maintenance sera fixé en accord avec la direction des services TECHNIQUES lors de la réunion de lancement.

A l'issue de chaque opération de maintenance préventive, le prestataire fournit un rapport d'intervention.

Ces visites devront comprendre les opérations suivantes :

- Le déplacement et la main d'œuvre,
- Le test de l'ensemble des détecteurs automatiques d'incendie,
- Le test des déclencheurs manuels,
- Contrôle et essais des indicateurs d'action
- Les essais réels de chaque zone de détection,
- Le contrôle des tensions élémentaires et des protections
- Le contrôle des connexions
- Le contrôle de la 3^{ème} source par action sur bouton poussoir, remplacement éventuel
- Contrôle des fonctions d'exploitations alimentation secours/puissance batteries
- Le contrôle de l'état des lignes des détecteurs, isolement, courant de garde, courant d'alarme
- Les essais réels des dispositifs actionnés de sécurité (extracteurs et volets de désenfumage, exutoires, clapets, porte coupe-feu),
- Les essais réels de centralisateurs de mise en sécurité incendie,
- Les essais de tous les reports d'alarme,
- Les essais réels de diffuseurs sonores (alarme générale sélective),
- Les essais sur dérangement de chaque boucle
- Le contrôle des alimentations électriques de sécurité (batteries) et leur remplacement éventuel. En tout état de cause, les batteries devront être remplacées obligatoirement tous les 4 ans,
- Mise en fonctionnement en secours
- Contrôle des tensions et courants

- Contrôle chargeur automatique
- Reconditionnement des détecteurs automatiques d'incendie d'après les préconisations constructeurs, au minimum tous les 4 ans d'ancienneté,
- Les détecteurs mis en place lors du reconditionnement devront être munis de la vignette bleue NF de remise en service indiquant qu'il s'agit bien d'un matériel reconditionné et sur laquelle l'année de reconditionnement sera précisée,
- La reprise des programmations des centrales suite à modification ou changement d'affectation des locaux, ainsi que la mise à jour des logiciels par une personne ou une entreprise agréée par le constructeur qui devra en fournir les justificatifs.
- Essai de toutes les fonctions et de tous les D.A.S
- Contrôle du fonctionnement non stop des ascenseurs ainsi que leur programmation
- Contrôle de signalisation des DAS et des contrôles de position sur le CMSI
- Essai de fonctionnement des mécanismes manuel (éléments autonomes)
- Contrôle visuel d'aspect général de l'installation
- Vérification de l'accessibilité des commandes
- Vérification du bon état général des vitres sur coffret
- Lubrification des poulies de renvoi et des mouflages sur câble
- Contrôle du temps d'ouverture des exutoires
- Contrôle de la fermeture
- Tension des câbles
- Fermeture et mise en place des sécurités sur coffret
- Plombage

- **Gestion de l'organisme de contrôle**

Le client se réserve le droit de faire effectuer par un organisme de contrôle agréé de son choix les expertises nécessaires.

Le titulaire du marché s'engage à suivre cet organisme lors des visites triennales de celui-ci.

Si les vérifications révèlent que l'entretien n'est pas effectué conformément aux prescriptions du marché, le titulaire dispose de 5 jours calendaires à compter de la visite pour effectuer la levée des réserves émises par l'organisme de contrôle et en informer par écrit le responsable des services techniques.

- **Définition des niveaux de maintenance**

Les niveaux de maintenance sont au nombre de cinq et définis comme suit :

1^{er} niveau

Actions simples nécessaires à l'exploitation qui ne nécessitent pas d'outillage et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité avec d'éventuelles instructions d'utilisation.

2^{ème} niveau

Actions qui nécessitent des procédures simples et/ou des équipements de soutien (intégrés au bien ou extérieurs) d'utilisation ou de mise en œuvre simples.

Ce type d'action de maintenance est effectué par du personnel qualifié.

Rappel : Un personnel est qualifié lorsqu'il a reçu une formation lui permettant de travailler en sécurité sur un bien présentant certains risques potentiels, et est reconnu apte pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés, compte tenu de ses connaissances et de ses aptitudes.

3^{ème} niveau

Actions qui nécessitent des procédures complexes et/ou des équipements de soutien portatifs, d'utilisation ou de mise en œuvre complexes.

Ce type d'opération de maintenance est effectué par un technicien qualifié, à l'aide des procédures détaillées et des équipements de soutien prévus dans les instructions de maintenance.

4^{ème} niveau

Opérations dont les procédures impliquent la maîtrise d'une technique ou technologie particulière et/ou la mise en œuvre d'équipements de soutien spécialisés.

Ce type d'opération de maintenance est effectué par un technicien ou une équipe spécialisée, avec l'aide de toutes les instructions de maintenance générales ou particulières.

5^{ème} niveau

Opérations dont les procédures impliquent un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriel.

Par définition, il s'agit de maintenance « constructeur », qui est réalisée par le constructeur ou par une société spécialisée, avec des équipements de soutien définis par le constructeur et donc proches de la fabrication.

En fonction de ces niveaux de maintenance et des niveaux d'accès définis dans la NFS61-933, pour la maintenance des SSI, le titulaire devra apporter la preuve qu'il est en capacité d'assurer ce niveau de maintenance soit par une habilitation « constructeur » de ses techniciens ou directement par le constructeur.

Le titulaire doit être en capacité d'assurer ce niveau de maintenance soit par une habilitation « constructeur » de ses techniciens ou directement réalisé par le constructeur. Au sein de son organisation, Il doit apporter la preuve de présence de techniciens spécialisés selon la norme NFS61-933.

Le titulaire doit avoir un engagement constructeur garantissant le partenariat titulaire/constructeur, notamment dans le cadre d'intervention de niveau IV obligeant le personnel intervenant à être autorisé par le constructeur.

Le titulaire doit fournir les preuves de certification SSI installation et maintenance APSAD I7/F7.

- Nature des prestations

Le présent marché de maintenance des systèmes de sécurité incendie s'inscrit dans un périmètre fonctionnel comprenant 7 cibles d'actions qui relèvent de la responsabilité du titulaire du marché

1 : La conduite et la consignation d'exploitation sont de la responsabilité du CH de MURET et concernent :

- La gestion de l'information auprès des clients utilisateurs.
- L'organisation et la mise en œuvre des mises en/hors service des points de détection.
- L'organisation des contrôles techniques réglementaires.
- La gestion des essais réglementaires au regard de la législation.
- Le suivi, contrôle et évaluation des prestations réalisées.
- La gestion des demandes d'interventions du prestataire.
- La stratégie fonctionnelle des équipements et installation.
- La gestion et les conditions d'accès et d'intervention du prestataire sur les installations techniques du CHU 24h/24h.

2 : la surveillance des installations Le Service Technique du CH de MURET assure par des visites périodiques sur le terrain, et les informations recueillies sur les centrales, la surveillance des installations et équipements.

Le constat d'une anomalie se traduira par :

- Une levée de doute
- Une action corrective de 1^{er} niveau tel que défini dans le § 3 ci-dessous.
- L'intervention du Titulaire si celle-ci est demandée par le CH de MURET dans des délais qui sont fonction du domaine concerné (anomalie).

3 : Correctif de 1^{er} niveau y compris en astreinte : Le Service Technique du CH de MURET et si nécessaire le titulaire du marché assurent 24h/24h 365 jours par an les opérations de maintenance corrective de 1^{er} niveau. Il s'agit exclusivement d'actions simples permettant :

- Isoler toute ou partie d'une zone ou équipement en défaut.
- Acquiescer une alarme en resetant le système à partir d'un tableau ou organe de commande
- Réarmer un organe de protection (clapet coupe-feu, trappe de désenfumage etc.)
- Modifier des consignes d'exploitation dans les tolérances précisées par le titulaire.
- Changer des éléments dont l'interchangeabilité est prévue sans réglage et paramétrage : bris de glace, extincteur percuté, détecteur défaillant

Le correctif de 1^{er} niveau permet d'apporter une réponse simple, efficace et rapide à un dysfonctionnement.

4 : le contrôle des installations et équipements est à la charge du titulaire selon la répartition. Dans son rôle de sachant il doit assurer l'ensemble des contrôles nécessaires à prévenir :

- Un dysfonctionnement.
- Une usure anormale d'un composant, d'un équipement.
- Une modification des caractéristiques fonctionnelles d'un équipement.
- Une anomalie dans les chaînes d'automatisme.

Et ainsi garantir une fiabilité et un rendement optimum des équipements et des installations dont il a la charge.

Le titulaire doit signaler, sans délai, les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles tels qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non intervention et/ou la non réalisation de travaux nécessaires à la prévention des risques identifiés.

Le titulaire doit se doter de l'ensemble des instruments de mesure lui permettant d'assurer les contrôles dynamiques et statiques imposés par les constructeurs.

Le titulaire mettra à profit les essais réglementaires pour contrôler le bon comportement des installations en situation réelle de fonctionnement.

Les contrôles minimums sont intégrés dans les gammes de maintenance préventive et fonctionnelle figurant en ANNEXE N°2 du présent document. Le titulaire dans son rôle de sachant se doit de compléter si nécessaire ces contrôles pour les rendre exhaustifs aussi bien dans leurs définitions que dans les fréquences de réalisation.

Des contrôles doivent être effectués par le titulaire pour vérifier et cibler l'origine des anomalies constatées.

5 : La maintenance corrective à partir du 2^{ème} niveau Les prestations de maintenance corrective à partir du niveau 2 seront réalisées par le titulaire et se déclinent en deux types :

- Maintenance corrective palliative : action de maintenance corrective destinée à permettre à un bien d'accomplir provisoirement tout ou partie d'une fonction requise. Cette action est appelée couramment "dépannage". On distingue deux types de dépannage :
 - "dépannage provisoire" : constituée d'actions à caractère provisoire qui doivent être suivies d'actions curatives.
 - "dépannage définitif" Opération qui n'est pas suivie d'une action curative.
- Maintenance corrective curative : actions de maintenance corrective ayant pour objet de rétablir un bien dans un état spécifié pour lui permettre d'accomplir une fonction requise. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent. Des modifications et améliorations peuvent être apportées, afin de réduire l'occurrence d'apparition de la défaillance ou d'en limiter l'incidence.

6 : La maintenance préventive et fonctionnelle est à la charge du prestataire titulaire ou par le Service Technique du CH de MURET selon cas. Il s'agit d'opérations de maintenance du 1^{er} niveau au 5^{ème} niveau tel que défini sur la base de gammes de maintenance.

Les opérations de maintenance préventive et fonctionnelle devront être effectuées selon la réglementation en vigueur et les préconisations « *constructeurs* ». Elles comprendront également les opérations définies dans les

gammes de maintenance précisées en ANNEXE N°2 du présent document ainsi que les gammes de maintenance imposées par le titulaire dans son rôle de sachant.

Ces prestations ont pour but d'assurer le maintien en bon état de fonctionnement des installations décrites dans l'ANNEXE N°1 jointe au présent document, de réduire les risques de pannes ou de mauvais fonctionnement.

7 : Assistance Technique : Les prestations à l'attachement d'assistance technique seront réalisées par le titulaire et se traduisent par :

- La mise à jour de dossier d'identité suite à travaux ou renouvellement d'installation,
- Le paramétrage des systèmes permettant l'intégration de nouveaux équipements liés à des travaux ou renouvellement d'installation.
- L'étude de projet de renouvellement ou travaux d'extension
- Les opérations d'adaptations simples exemple : ajout d'un détecteur, ventouse porte coupe-feu etc.
- Le remplacement de systèmes (centrales,) devenus obsolètes ou défectueux

- **SUJETION EN MILIEU HOSPITALIER**

Il est rappelé que les prestations se dérouleront en milieu hospitalier, en sites occupés.

Le titulaire doit, en conséquence, tenir compte et prévoir toutes les dispositions et aménagements nécessaires pour limiter au maximum les nuisances occasionnées lors des interventions (poussières, bruits...) qui viendraient troubler les activités de soins tant vis à vis des patients que du personnel hospitalier. Il se conformera aux règles d'hygiène en vigueur et aux recommandations émises par le service UPRIAS.

Le titulaire s'assurera de ne pas gêner la circulation des personnes, des véhicules d'urgence médicale lors de ses interventions sur le terrain (voies pompiers, parkings...).

Les risques généraux dans les établissements de santé sont précisés dans le plan de prévention type. A ce titre, le titulaire devra établir un plan de prévention avant la date de prise en charge du marché.

- **OBLIGATION EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE**

Le titulaire respectera la réglementation en vigueur concernant la récupération, le recyclage ou l'élimination des déchets liés aux prestations de maintenance qui lui sont confiées. Le transport, le stockage, le recyclage ou l'élimination des déchets sont à la charge du titulaire. Ce dernier fournira au CHU de Toulouse tous les documents nécessaires justifiant des procédures suivies

- **GESTION DU MODE DEGRADE :**

Le mode dégradé se définit comme le fonctionnement des installations de manière partielle ou ralentie suite à un dysfonctionnement. Une organisation particulière est à mettre en place pour poursuivre l'exploitation tout en attendant l'opération de maintenance corrective nécessaire à la remise en route normale, avec éventuellement le déploiement de mesures compensatoires (humaine, technique, organisationnelle) qui seront exigés par le CHde Muret et/ou le SDIS.

La gestion du mode dégradé d'une installation est assurée par le titulaire, en lien avec le service sécurité.

Le fonctionnement en mode dégradé constitue l'obligation minimale du titulaire, requise pour assurer la continuité du service public hospitalier.

- **Dispositions particulières**

Le titulaire doit respecter les dispositions ci-dessous et les mesures d'hygiène d'essais de désenfumage figurant dans l'ANNEXE n°3.

ORGANES EN FONCTION SUR ALARME FEU	IMPACTS ET INCIDENCES	DISPOSITIONS PREVENTIVES A METTRE EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE	DISPOSITIONS PARTICULIERES (aux zones sensibles)
PORTE COUPE FEU	Dès leur sollicitation, les portes des couloirs se ferment ce qui occasionne parfois pour le public un sentiment de désorientation + Risque de heurt	Avant tout essai incendie, il sera procédé à un essai manuel pour vérifier le fonctionnement mécanique des portes asservies, et à une notification de leur état. Les portes de recoupement des circulations seront ensuite calées ouvertes. Présence permanente sur place d'au moins un agent du titulaire.	Disposition identique sur l'ensemble des services
ARRET CTA / CLAPET COUPE FEU	Fermeture des clapets coupe-feu et arrêt des centrales de traitement d'air qui a pour effet de ne plus assurer le maintien en surpression, et le renouvellement d'air nécessaire. Phénomène de relargage possible lors des redémarrages des équipements aérauliques	Organisation des essais avec les services techniques CVC Mise à disposition, par le titulaire de moyens matériels et humain pour procéder à un réarmement rapide CCF après intervention. Dépose et repose faux plafond, si nécessaire pour accès aux CCF et autres organes de sécurité Respect et application du mode opératoire « mesures d'hygiène »	Reunions de préparation avec les services concernés. Intervention organisée avec les services techniques du Muret pour jumeler les opérations de maintenance des deux entités afin de limiter l'impact sur les services de soins. Prise en charge par les ST CH Muret : Protection des bouches de ventilation par des filtres identiques à ceux utilisés pour les centrales traitement d'air. Le dispositif de protection peut être élargi, aux zones adjacentes, ou, a d'autres niveaux quand les conduits empruntent la même verticalité, ceci en fonction des scenarios de mise en sécurité.
DESENFUMAGE	Ouverture des trappes, sollicitation des moteurs de désenfumage ce qui entraine une circulation d'air artificielle soulevant la poussière existante au sol ou accumulée dans les conduits	Préalablement aux essais, le titulaire assurera un passage sur les dispositifs de désenfumage et sur les fonds de cuves des gaines, à l'aide d'un aspirateur muni d'un filtre à particules. Protection le jour des essais avec des filtres de même type que ceux utilisés sur les CTA. Fixation par des adhésifs résistants à l'arrachement. Les bouches des niveaux hors zones d'essais seront protégées par des films type polyane pour assurer leurs étanchéités. Fixation par des adhésifs résistants à l'arrachement.	En collaboration service soins, service sécurité et Titulaire : fermeture de toutes les portes des locaux, évacuation des patients en chambre et protection des matériels dans les couloirs. Le dispositif de protection peut être élargi, aux zones adjacentes, ou, à d'autres niveaux sur des conduits communs desservants une même verticalité ceci en fonction des scenarios de mise en sécurité
ALARMES SONORES	Retentissement des signaux d'alarme pendant 5 minutes.	Renforcement des équipes afin de s'assurer sur tous les niveaux y compris technique du bon fonctionnement général de tous les organes dans le délai des cinq minutes imparties	adaptation à l'activité avec des variables d'ajustement ex: écoles, dépositaire
DEVEROUILLAGE ISSUE DE SECOURS + DEVEROUILLAGE PORTES	le maintien des portes automatiques ouvertes génèrent parfois en fonction de la date des essais, des	respect des prises de rendez-vous effectuées par le CH muret. Mise en place d'un supplément d'effectif sur la première alarme pour vérification des issues puis neutralisation de la fonction	Attention particulière dans les secteurs de psy, Alzheimer

ORGANES EN FONCTION SUR ALARME FEU	IMPACTS ET INCIDENCES	DISPOSITIONS PREVENTIVES A METTRE EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE	DISPOSITIONS PARTICULIERES (aux zones sensibles)
	différences de température. Le déverrouillage des issues doivent faire l'objet d'attentions particulières en certaines zones.	déverrouillage durant le reste des essais	
NON-STOP ASCENSEUR	L'ascenseur du bâtiment ne s'arrête pas au niveau où sont réalisés les essais.	respect des prises de rendez-vous effectuées par le CH, Muret. Quand l'équipement le permet, la fonction ne sera testé qu'une fois par niveau et neutralisée ensuite pour le reste des essais. Vigilance du technicien du titulaire situé dans le local SSI afin de réarmer rapidement si nécessaire.	Présence fixe et permanente d'un agent CH Muret devant les ascenseurs considérés comme stratégique desservant et agent du titulaire devant la centrale pouvant réarmer rapidement si besoin

- Planning prévisionnel annuel

Durant la période de préparation, le titulaire fera parvenir pour validation la liste des équipements, le planning prévisionnel des opérations de maintenance préventive des installations techniques.

Ce planning annuel devra être réalisé en tenant compte de la fréquence de chaque gamme de maintenance, des moyens humains nécessaires, de leur durée de réalisation.

Le CH de Muret pourra modifier le planning autant que nécessaire, en fonction des contraintes des services de soins et de la continuité des soins, et des travaux.

Les prestations de maintenance préventive et fonctionnelle qui nécessiteraient un arrêt prolongé des équipements seront exécutées aux dates convenues entre le CH de Muret et le titulaire lors des réunions.

Les opérations de maintenance préventive et fonctionnelle n'affectant pas l'activité hospitalière s'effectueront du lundi au vendredi entre 8h et 16h. Il sera demandé au titulaire pour les opérations de maintenance qui impactent l'activité hospitalière de réaliser ces opérations de maintenance aux heures et jours les moins préjudiciables pour l'activité hospitalière, heures de nuit et week-end compris. Ces modifications ne feront pas l'objet d'un supplément de facturation.

Si l'opération de maintenance préventive et fonctionnelle ne peut rester transparente pour les utilisateurs, le prestataire titulaire doit informer au minimum 4 semaines avant les Services de Sécurité du CHU ceux-ci assurant l'information auprès des services de soins. A défaut, le CHU de Toulouse appliquera les pénalités prévues au CCAP.

Des pénalités de retard peuvent être appliquées au titulaire si la périodicité des maintenances préventives et fonctionnelles n'est pas respectée. Ces pénalités sont définies au CCAP.

En fonction des contraintes liées à l'activité de certains services, Le titulaire sera amené à réaliser certaines interventions préventives et correctives sur des périodes de nuit ou WE.

Lors de la réalisation de ces essais, Il devra aussi se conformer aux modes opératoires et dispositions arrêtées par le CH de MURET.

III-1.2 Astreinte technique

- **Objectif**

L'astreinte technique a pour objet de permettre aux installations de sécurité incendie associées aux SSI du présent CCTP, de continuer l'exploitation en mode normal ou dégradé en cas de défaillance volontaire ou involontaire du système et ceux conformément aux textes réglementaires et normes en vigueur. Pour le fonctionnement en mode dégradé, le prestataire proposera des solutions palliatives qui devront faire l'objet d'une validation du responsable de la sécurité ou de ses supérieurs et pour les heures non ouvrées du Directeur de garde.

Les manquements aux obligations ci-dessus engendreront des pénalités définies dans le CCAP du présent marché.

- **Délai**

Les interventions en astreinte technique devront avoir lieu dans un **délai de 2 heures** suivant l'appel réalisé par le Service Technique du Centre Hospitalier de MURET à un central d'appel sécurité et appel gratuit.

Si le titulaire intervient en dehors de ce délai, des pénalités de retard lui seront appliquées conformément au CCAP.

Numéro d'appel

Le titulaire du marché disposera d'un centre d'appel sécurisé, il sera précisé dans le mémoire technique. Les téléphones portables sont strictement interdits à la gestion des demandes d'astreinte technique et de dépannage. Le centre d'appel ne devra être en aucun cas être à réponse automatique ou serveur vocal. Le numéro de standard doit être gratuit.

- **Période de Couverture**

La période couverte par l'astreinte technique est :

- o Du lundi au vendredi, de 16h à 8h30, et
- o Les samedis, dimanches et jours fériés – 24h/24

Le forfait d'appel doit être compris dans l'offre, seuls les déplacements et dépannage seront facturés en sus.

III-1.3 Reconditionnement des détecteurs dans la cadre de la maintenance préventive

- **Cadre réglementaire et technique** : NFS 61 933 et préconisations du constructeur.

Le prestataire fournira les prescriptions du constructeur stipulant la périodicité maximum de changement des détecteurs en fonction de leur type. Ils seront remplacés et reconditionnés par celui-ci ou par une entreprise agréée par le constructeur.

Les détecteurs remis en place devront être munis de la vignette bleue NF de remise en service, indiquant qu'il s'agit bien d'un matériel reconditionné et l'année de reconditionnement doit être précisée. Une attestation de remplacement de matériel sera fournie au CH Muret, elle indiquera le nombre de détecteur remplacé et le nombre de détecteur récupéré.

Un plan d'action année par année sera proposé et suivi par le titulaire (tableau de suivi) faisant apparaître le site, le bâtiment, le nombre de détecteurs, la technologie des détecteurs, ...

L'échéancier de reconditionnement pour le Ch Muret devra être réalisé dès la première visite du présent marché.

- **Organisation du changement des détecteurs** :

Les campagnes de changement de détecteurs s'effectueront en une seule fois dans le cadre de la visite annuelle T1 afin de limiter les redondances de test. Les pièces détachées de remplacement seront conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché et que l'évolution des techniques ne permette pas l'installation de pièces plus perfectionnées ou de rendement supérieur.

A la fin de chaque journée de changement, les tests seront réalisés en essai et en réel afin de s'assurer du bon fonctionnement des détecteurs et des asservissements.

III-1.4 Maintenance corrective

- Objectif :

Les opérations de maintenance corrective, ont pour objet de rendre l'ensemble des SSI du présent marché, conforme aux textes réglementaires et normes en vigueur afin que ces installations puissent continuer à remplir pleinement leur rôle pour lequel elles sont dévolues.

Les opérations de maintenance corrective ont pour objet l'intervention pour dépannage, réparation de matériel détérioré ou tout dysfonctionnement des installations ne leur permettant pas de remplir pleinement leur rôle.

Elle intègre la maintenance palliative (dépannage même provisoire) et la maintenance curative (opérations)

- Documents de suivi

A l'issue de chaque visite, appel et/ou intervention, il devra être établi par le titulaire un rapport d'intervention détaillé par installation faisant apparaître les opérations effectuées et les éventuelles réparations ou modifications à réaliser. Il comprendra les renseignements suivants :

- date et heure de début et de fin d'intervention
- nom du technicien
- site et bâtiment concerné
- diagnostic de la panne
- nature des travaux effectués
- pièces remplacées.
- les observations jugées utiles
- compléter le registre de sécurité

- Matériel ou installation concernés :

La maintenance corrective sera réalisée pendant ou à l'issue de la maintenance préventive.

Ces interventions feront l'objet d'une présentation de devis envoyé au responsable des services techniques.

- Organisation - Maintenance corrective :

Les maintenances correctives seront réalisées soit :

- Pendant ou après les maintenances préventives suivant l'importance du correctif et des pièces disponibles dans le stock d'urgence du mainteneur.
- Sur appel du CH Muret, lors d'une défaillance volontaire ou involontaire des systèmes de sécurité incendie et matériels associés aux SSI.

Suivant l'importance du correctif, ces interventions seront réalisées en priorité pendant les jours ouvrables entre 8h00 et 16h00 heures en jours ouvrés ou exceptionnellement en astreinte (facture en sus)

Le technicien en charge de la maintenance corrective sera accompagné systématiquement par un agent du service Technique et Incendie.

Dès lors que le bon de commande pour une intervention curative est porté à la connaissance du titulaire, le délai de remise en fonctionnement normal d'un équipement en mode dégradé ne peut dépasser 3 jours calendaires.

Lorsque le titulaire prévoit que le délai réel de rétablissement du service va dépasser la durée prévue au marché, il en informe le CH Muret dans les plus brefs délais et met en place, les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour pallier cette carence. En tout état de cause, le rétablissement du fonctionnement normal de l'installation technique devra intervenir dans un délai supplémentaire motivé par le titulaire et accordé par le CH Muret.

Le titulaire devra justifier, dans son mémoire technique, d'un circuit d'approvisionnement réactif afin de pouvoir fournir les pièces vitales en vue de respecter le délai de réparation et à défaut justifier d'un stock de ces dites pièces.

III-2 OBLIGATION DE MOYENS

Le titulaire du marché devra s'engager sur les points suivants :

- La capacité à mobiliser les moyens humains, techniques et les fournitures nécessaires à la réalisation du présent CCTP.
 - **Délai de réparation sous 24h à compter de l'appel du CHM pour les pannes bloquantes des SSI** (ECS et CMSI) et des dispositifs de communication par fibre optique et des renvois d'alarmes (FDCI)
 - **Délai de réparation pour les pannes non urgentes 5 jours ouvrés.**
- La traçabilité des interventions,
- La compétence, la qualification et le recyclage des titres d'habilitation et de formation de ses intervenants.

Tout écart constaté fera l'objet de pénalité conformément aux dispositions du CCAP.

III-3 PIECES DETACHEES ET CONSOMMABLES

III-3.1 Consommables

Le titulaire prend à sa charge les produits et ingrédients, les petits matériels (voyants, relais, capteurs, gaz test, contacts, fusibles, contacteurs, visserie et petite boulonnerie, etc.), les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Les consommables répondront aux normes en vigueur, ils seront d'origine constructeur ou de qualité supérieure.

III-3.2 Pièces détachées

Le titulaire prendra les dispositions qui s'imposent auprès de ses fournisseurs pour qu'il puisse être approvisionné en pièces détachées dans des délais compatibles avec les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire prend à sa charge le coût des pièces détachées dans le cadre du forfait pour la maintenance préventive et fonctionnelle - exemple : batteries, piles, etc.

Pour le reste, le coût des pièces détachées nécessaires à la maintenance curative sera pris en charge par le CH Muret sauf dans le cas où le remplacement de cette dite pièce détachée serait dû à un manquement de maintenance préventive et fonctionnelle.

III-3.3 Présentation des devis

Le titulaire s'engage à faire parvenir son devis au Service Technique par voie dématérialisée aux adresses suivantes : p.barriviera@ch-muret.fr et e.wilhelm@ch-muret.fr dans un délai inférieur à 1 jour ouvré suite à un dépannage nécessitant une opération de maintenance curative et 5 jours ouvrés sur simple demande des service technique.

Tout écart constaté fera l'objet de pénalité conformément aux dispositions du CCAP.

III-4 RAPPORTS DE VERIFICATION – SUIVI DU CONTRAT

III-4.1 Rapports de vérification / sauvegarde des données

Le titulaire du marché assurera la traçabilité de ses interventions préventives et correctives de la manière suivante :

Pour la maintenance préventive :

Le Titulaire établira un rapport annuel de visite détaillé des opérations effectuées suivant la norme NF S 61 933, pour chaque SSI et système de communication par fibre optique vérifiés.

Rapports annuels de visite :

Une version dématérialisée des rapports annuels des 2 visites sera transmise **dans un délai maximal de deux semaines après visite** au responsable de sécurité.

Ces rapports comprendront :

- Un classeur destiné à la vérification annuel permettant d'identifier leurs noms et leurs N° de bâtiments.
- Un classeur destiné à la vérification annuel des structures de l'EHPAD

Ce document mentionnera :

- La date, le lieu, le site et le nom du technicien
- Le nom et N° du bâtiment concerné
- La référence, le type et le nombre d'équipement installé (SDI, CMSI, DAI, DM, IA, TRE, AGS, Dif. Lumineux, Diffuseur Sonore, MEA, Batterie...)
- La date des DAI installés et également la date des prochains reconditionnements
- Les examens, inspections, essais et contrôles effectués
- Les observations relevées...

Pour la maintenance corrective

Le Titulaire établira un rapport de visite pour chaque intervention corrective réalisée dans le cadre des demandes d'interventions ponctuelles ou d'astreinte technique et téléphonique.

Ce document mentionnera :





- La date, le lieu et le nom du technicien
- Le type d'installation,
- Les observations relevées
- Les opérations de maintenance effectuées
- Le nombre d'heure d'intervention (heure d'arrivée et de départ)

Disposition commune : Sauvegarde des données

Afin d'assurer la sauvegarde des programmations et des historiques logiciels SDI et CMSI, le titulaire du marché mettra en place au PC Sécurité de l'établissement et dans chaque SSI implanté dans les structures extérieures, 1 clé USB. Ce dispositif de sauvegarde sera mis à jour lors de chaque intervention ou maintenance. Il sera laissé dans chaque centrale incendie (ECS).

Ou justifier d'un moyen de stockage avec possibilité de récupération de programmations antérieures.

Un rapport annuel d'activité sera transmis par le titulaire au responsable des services techniques. Ce document fera apparaître :

- Le tableau récapitulatif du respect des périodicités de maintenance faisant apparaître pour chaque équipement la date de la dernière maintenance préventive et mettant en exergue les équipements tiers pour lesquels les délais sont dépassés.
- Un historique des incidents comprenant :
 -  Les moyens mis en œuvre pour rétablir le fonctionnement
 -  L'analyse des causes
 -  Les temps d'indisponibilité
 -  Des préconisations pour éviter que ce type d'incident ne se renouvelle.